



28 juin 2012

Contrat de Partenariat pour la réalisation du Contournement ferroviaire de Nîmes- Montpellier

Annexe 6 Environnement et Développement Durable



Annexe 6. ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

1 PREAMBULE

Cette Annexe présente les principes des aménagements ainsi que les principales dispositions que le Titulaire s'engage à prendre en matière de développement durable et d'insertion sociale, de protection et de valorisation de l'environnement lors de la réalisation de la Ligne, puis lors de l'entretien et de l'exploitation de cette infrastructure.

Les dispositions décrites ci-après ne sont pas exhaustives. Les mesures de protection de l'environnement seront définies précisément et complétées dans le cadre des différentes études techniques de détails et des différentes procédures administratives d'autorisation à obtenir par le Titulaire. Elles concernent à la fois l'infrastructure ferroviaire proprement dite et les aménagements annexes réalisés par le Titulaire.

Dans tous les domaines, les dispositions en matière de développement durable et de protection de l'environnement sont établies en cohérence avec la stratégie nationale de développement durable et dans le respect des textes applicables tant au niveau national que communautaire, des dossiers d'enquête préalable à l'utilité publique, des dossiers des engagements de l'Etat, et en fonction des concertations menées par le Titulaire.

Elles prendront également en compte :

- La définition du tracé précis de l'infrastructure ferroviaire à l'intérieur de la bande définie dans les plans annexés à la déclaration d'utilité publique, tel qu'il sera arrêté par le Titulaire ;
- L'évolution des connaissances et techniques en matière de réduction des nuisances ;
- L'actualisation et le complément de l'ensemble des études d'environnement (études d'incidences Natura 2000, inventaires biologiques, études d'impacts, études hydrauliques et d'assainissement, études d'insertion paysagère, etc.) ;
- Les demandes formulées par les services de l'Etat ou des collectivités territoriales dans le cadre des procédures administratives restant à mener (autorisation au titre de la loi sur l'eau, aménagements fonciers, procédures au titre du régime de protection des espèces...) ;
- Les évolutions issues des lois « Grenelle 1 » et « Grenelle 2 ».

Le Titulaire s'engage à appliquer les dispositions prévues dans le Dossier des Engagements de l'Etat. Sur les sites identifiés comme les plus sensibles, les principes de préservation de l'environnement pourront conduire les DREAL et les autres organismes compétents en matière environnementale (DDT en charge de la police de l'eau, ONCFS, ONEMA,...) à proposer au Titulaire des dispositions particulières (calages fins de tracé, mesures d'accompagnement). Pendant la phase des études de détails, le Titulaire s'engage à informer l'Organisme Technique Indépendant (OTI) retenu des mesures mises en œuvre pour respecter les engagements en matière d'environnement et l'alerter sans délai des difficultés susceptibles de compromettre la bonne exécution du contrat.

L'ensemble des études environnementales sera mis à disposition du public.

Le Titulaire s'engage à s'adjoindre une équipe d'experts disposant des compétences scientifiques nécessaires dans tous les domaines (milieux naturels, hydrologie et hydrobiologie, acoustique, etc.) pour mettre en œuvre les mesures destinées à préserver et valoriser l'environnement et le cadre de vie.

2 MESURES DESTINEES A LIMITER L'IMPACT ECOLOGIQUE ET A FAVORISER L'INTEGRATION DU PROJET DANS SON ENVIRONNEMENT

2.1 BRUITS ET VIBRATION

Sur la base du projet définitif établi par le Titulaire dans le cadre des études de détails, le Titulaire établit les principes de protection et réalise une étude de dimensionnement des protections acoustiques selon les hypothèses de trafic figurant au Programme fonctionnel.

Le Projet fait l'objet d'une procédure de classement sonore, puis le moment venu d'une carte de bruit et d'un plan de prévention en application des dispositions du décret n°2006-361 du 24 mars 2006 et de l'arrêté du 4 avril 2006 relatifs à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement, portant transposition de la directive du 25 juin 2002 (2002/49/CE) relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement. Cette carte de bruit devra être établie avec les indicateurs réglementaires, et notamment au moyen des indicateurs de niveau sonore L_{den} et L_{night} .

Dans cette perspective, et pour compléter l'information du public, le Titulaire présentera en phase APD, à titre prévisionnel, les niveaux de bruit établis avec ces indicateurs.

Nonobstant le respect des niveaux sonores réglementaires en vigueur, le Titulaire conçoit les protections acoustiques en attachant une importance particulière à leur bonne insertion urbaine et paysagère.

Des ouvrages de protection acoustique particuliers sont à prévoir pour les modifications ou transformations significatives des routes existantes rétablies, dès lors qu'elles entrent dans le champ de la réglementation.

Les prescriptions « bruit » (réglementation, engagements de l'Etat) pour la phase de fonctionnement renvoient à la réalisation d'une campagne de mesures de bruit in situ après mise en service, sur la base des trafics réels et en façade d'habitations riveraines selon la norme NFS 31088.

Les exigences « bruit » (attentes particulières de Réseau Ferré de France) pour la phase de fonctionnement sont notamment les suivantes :

- La réalisation chaque année d'une modélisation acoustique de vérification basée :
 - Sur les trafics réels à la mise en service et les hypothèses de trafics annuels qui lui seront notifiées par Réseau Ferré de France (graphiques d'exploitation,)
 - Sur la topographie du projet après réalisation (photo-restitution au 1 / 1000ème) intégrant les protections à la source conformes à la réalisation mais aussi d'autres aménagements réalisés pouvant avoir une incidence acoustique (modelages paysagers, rétablissements de communication, murs de soutènement etc. ...),
- Un reporting annuel à RFF des mesures effectuées in situ et des résultats de la modélisation seront intégrées au bilan environnemental établi par le Titulaire pour les revues de Contrat,
- La mise en place, l'actualisation et l'alimentation permanente du Système d'Information Géographique, intégrant les résultats de mesures et de calcul, ainsi que le repérage des protections actives ou passives,

- Le respect des seuils réglementaires d'émissions sonores de l'infrastructure chaque année et maison par maison, pour les façades orientées vers le projet,
- L'alerte de RFF en cas de dégradation des conditions de protection des riverains liée à la modification des émissions sonores en exploitation (changement de composition ou de fréquence de circulation des rames, changement de matériels roulants), à une baisse de performance des protections acoustiques ou à des opérations de maintenance des équipements, de l'infrastructure ou des dispositifs de protection acoustique,
- Un entretien régulier des dispositifs de protections acoustiques, afin qu'ils satisfassent en permanence en situation d'exploitation normale de la Ligne aux exigences réglementaires d'abattement de la pollution sonore et qu'ils conservent l'apparence retenue pour assurer leur insertion paysagère (notamment, correction des tassements au fil du temps des merlons acoustiques),
- La prise en compte des bruits émis par les installations fixes de par leur fonctionnement normal ou par les chantiers réguliers d'entretien (application de la réglementation des bruits de voisinage)
- L'écoute des riverains et des phases de concertation si nécessaire,
- L'information préalable des riverains des éventuelles nuisances à venir (opérations particulières, travail la nuit et les jours fériés).

Le périmètre physique de réalisation des protections acoustiques comprend la ligne mixte, les raccordements (y compris les jonctions) et, si nécessaire, le traitement des lignes existantes à proximité des jonctions.

2.2 QUALITÉ DES EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

2.2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le projet doit respecter les objectifs de qualité assignés aux milieux aquatiques figurant dans le schéma directeur d'aménagement des eaux (SDAGE), les schémas d'aménagement des eaux (SAGE), et toute réglementation en vigueur.

De plus, la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau, transposée en droit français par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004, pose le principe de non-dégradation de l'existant (qui s'entend comme le maintien de la classe d'état) et fixe un objectif de « bon état écologique » des eaux à l'horizon 2015.

En application de cette réglementation, le projet doit respecter au minimum le principe de non-dégradation des eaux et contribuer au respect du « bon état » explicité dans la circulaire du ministère de l'écologie et du développement durable DE/MAGE/BEMA n° 05/14 du 28 juillet 2005.

L'état des eaux, principalement évalué sur la base de critères biologiques et physico-chimiques, est tributaire des différentes altérations (hydromorphologie, physico-chimie) subies par les milieux aquatiques au sein du bassin versant. Le respect des objectifs assignés à ces milieux aquatiques au titre de la directive n° 2000/60/CE requiert de limiter ces différentes altérations.

Le Titulaire procèdera à l'analyse des données actualisées en 2008-2009 sur les eaux souterraines et superficielles concernées par le Projet et indispensables afin de proposer les solutions les mieux adaptées. Il complètera ces données chaque fois que nécessaire.

Le Titulaire complètera si nécessaire les études relatives à la connaissance des cours d'eau (régime des eaux, aspects piscicoles, hydrobiologie...) menées par RFF.

Les mesures de protection seront fixées par l'administration dans l'autorisation au titre de la police de l'eau en application des articles L.214-1 à 214-6 du code de l'environnement. Cette autorisation, dont le Titulaire devra strictement respecter les prescriptions, sera délivrée au Titulaire sur la base du projet définitif qu'il aura élaboré, après concertation avec les services chargés de la police des eaux (DDT), des missions interservices de l'eau (MISE) et l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).

2.2.2 LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS

Dans le respect de l'accord-cadre signé entre RFF et les ministères en charge de l'environnement et de l'agriculture en mars 2007 (en cours de renouvellement), le Titulaire conçoit le projet et exploite l'infrastructure en réduisant le recours au désherbage chimique dans l'ensemble des zones vulnérables à une pollution par les phytosanitaires.

Le Titulaire établit un schéma directeur pour l'entretien de la ligne : les sections sensibles de la Ligne nouvelle nécessitant la mise en œuvre d'autres modalités d'entretien (proximité de cours d'eau, zones humides, zones très vulnérables concernant les eaux souterraines, ...) seront délimitées dans le cadre des études de détail.

Ces éléments sont présentés dans le dossier de demande d'autorisation au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement, et le Titulaire se conforme en tout état de cause aux conditions qui sont édictées dans le cadre de cette procédure.

2.2.3 EAUX SOUTERRAINES

La protection des eaux souterraines est gérée simultanément avec les eaux superficielles et les risques de pollution développés au paragraphe 2.2.2 ci-dessus.

2.3 ASSAINISSEMENT

2.3.1 MÉTHODOLOGIE POUR LA DÉFINITION DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT ET TYPOLOGIE D'OUVRAGE

Le réseau de drainage assure la collecte et le transport des eaux de ruissellement (plate-forme, déblai et bassin versant naturel), des eaux internes et des eaux de rabattement de nappe en cas de déblai humide.

Le réseau peut être associé à des dispositifs de protection des eaux, bassins d'écêtement et/ou de confinement avant rejet vers le milieu naturel.

Le projet doit respecter les objectifs en matière d'assainissement figurant dans le schéma directeur d'aménagement des eaux (SDAGE), les schémas d'aménagement des eaux (SAGE) et tout autre réglementation applicable.

Le dimensionnement du réseau de drainage et d'assainissement est basé sur les débits de projet fixés par le référentiel technique PPP qui présente des exigences particulières en zone méditerranéenne.

Le principe retenu est la mise en place d'un réseau séparatif entre eaux d'assainissement et eaux de drainage.

2.3.2 FAUNE AQUATIQUE BÉNÉFICIAIRE DE MESURES DE PROTECTION

Ces éléments seront présentés dans le dossier de demande d'autorisation au titre des articles L214-1 et suivants du code de l'environnement, et le Titulaire se conforme en tout état de cause aux conditions qui sont édictées dans le cadre de cette procédure complémentaire.

2.4 LE FRANCHISSEMENT DES COURS D'EAU

Le Titulaire établit en concertation avec les DDT/DREAL compétentes la liste des cours d'eau au vu des conclusions des études spécifiques relatives aux zones humides ce qui permettra de définir leur régime hydraulique (pérenne ou temporaire).

2.4.1 NATURE DES OUVRAGES DE FRANCHISSEMENT DES COURS D'EAU

Le Titulaire préserve les berges et lits mineurs des cours d'eau en phase chantier et exploitation.

Pour le franchissement des milieux aquatiques sur lesquels des enjeux écologiques pour le milieu naturel existent, le Titulaire met en œuvre des techniques permettant de ne pas porter atteinte au lit mineur et aux berges et assure la conception détaillée avec les services de l'Etat compétents.

2.4.3 Autres mesures

Le projet doit respecter les objectifs figurant dans le schéma directeur d'aménagement des eaux (SDAGE), et les schémas d'aménagement des eaux (SAGE) en matière de franchissement et rétablissement des cours d'eau (reconstitution des lits mineurs, réaménagements des berges à l'aide de techniques issues du génie végétal, etc.)

2.5 LA PRÉSERVATION DES ZONES INONDABLES

2.5.1 LES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES SPÉCIFIQUES

Le Titulaire s'engage à réaliser des études hydrologiques et hydrauliques spécifiques au droit des franchissements des cours d'eau. Elles sont soumises pour validation aux Services chargés de la police des eaux des différents départements concernés dans le cadre des procédures relatives à la loi sur l'eau.

Le projet doit respecter les objectifs de préservation des zones inondables figurant dans le schéma directeur d'aménagement des eaux (SDAGE), et les schémas d'aménagement des eaux (SAGE).

2.5.2 LES MESURES AU DROIT DES ZONES INONDABLES VIS-À-VIS DU LIBRE ÉCOULEMENT DES EAUX ET DES ZONES D'EXPANSION DES CRUES

L'infrastructure et les ouvrages annexes sont conçus en vue d'assurer un impact non significatif : objectif de non aggravation des crues, de la durée de l'inondation et de son étendue.

2.6 LA PRÉSERVATION DES ZONES HUMIDES

2.6.1 RESTAURATION/ACQUISITIONS ET SUIVI DE ZONES HUMIDES

Le niveau de compensation des zones humides ainsi que le niveau et la durée des suivis en phases travaux et en phase exploitation seront définis en concertation avec les services de l'Etat compétents.

Les zones humides seront a minima suivies dans le cadre de l'observatoire de l'environnement et feront a minima l'objet d'un rapport dans les études du Bilan Loti.

2.7 AMÉNAGEMENTS ET DISPOSITIFS COMMUNS À LA PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE

(a) Etudes

Le Titulaire conduit les études environnementales nécessaires à la réalisation de la Ligne. Il complète, sous sa seule et entière responsabilité, les études existantes en les actualisant au regard de son projet technique et des exigences des services de l'Etat compétents. Il complète en particulier les études d'évaluation des incidences au titre de la directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages et de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, ainsi que les différents inventaires biologiques réalisés.

Au vu du résultat de ces études, le Titulaire adapte la conception du Projet pour respecter les objectifs de conservation des habitats naturels, des espèces et des habitats d'espèces protégés.

De manière complémentaire aux procédures préalablement engagées par RFF, le Titulaire engage les procédures requises pour obtenir les autorisations nécessaires au titre des articles L. 411-1 et suivants et R. 411-1 et suivants du code de l'environnement (notamment la saisine du Conseil national de la protection de la nature – CNPN) et met en œuvre les mesures prescrites par le ministère chargé de l'environnement.

Les études spécifiques sont réalisées sous la conduite du Titulaire en concertation avec les DREAL et autres administrations du domaine compétentes pour la définition des objectifs de protection.

(b) Mesures particulières

Dans le cadre du Projet et dans le respect des partenariats et conditions définis avant sa désignation, le Titulaire reprend à sa charge la gestion et le suivi des mesures compensatoires déjà mises en œuvre par RFF à compter de janvier 2013 (échéance du contrat du groupement SAFER, en charge du premier volet de mesures compensatoires).

2.8 AMÉNAGEMENTS ET MESURES PARTICULIERS POUR LA FAUNE

L'infrastructure est conçue pour assurer sa transparence pour la grande et petite faune, terrestre et aquatique.

Les différents aménagements relatifs à cette transparence seront à valider en concertation avec les services chargés de la police de l'eau (DDT/MISE), l'ONEMA, la DREAL, les associations locales de protection de l'environnement, (etc.) et tout autre interlocuteur concerné.

2.9 MESURES SPÉCIFIQUES POUR LA FLORE

Le projet du Titulaire doit éviter tout impact sur l'ensemble de l'habitat du *Lythrum Thesoïdes* à proximité du RAC de Jonquières.

Pour veiller à la bonne protection du site, le Titulaire mettra en place un périmètre de protection ainsi que des panneaux d'informations et de sensibilisation. Toutes les mesures de prévention seront donc prises pour assurer la protection de cette zone humide.

Ces différentes mesures seront à définir en concertation avec les services chargés de la police de l'eau (DDT/MISE), la DREAL, les associations locales de protection de l'environnement, (etc.) et tout autre interlocuteur concerné.

2.10 PRISE EN COMPTE ET LUTTE CONTRE LES ESPÈCES INVASIVES

Afin de limiter l'introduction et la prolifération d'espèces invasives durant les travaux, le Titulaire veillera, notamment, à :

- Repérer sur site les zones sur lesquelles se localisent les espèces invasives (carte, système de signalement et/ou de protection).
- Mettre en place des mesures permettant de limiter la prolifération d'espèces invasives présentes.
- Effectuer un suivi en continu des plantes pendant et après les phases chantiers.
- Rester vigilant en mettant en place un système de surveillance et d'alerte (détection de nouvelle espèce sur un territoire).
- Mettre en place des mesures de prévention lors de la réalisation des aménagements pour éviter toute prolifération d'espèce invasive présente et toute introduction de nouvelles espèces invasives.

- Former et sensibiliser les agents techniques intervenant à la reconnaissance, la prévention et la gestion des espèces invasives.

Lors des phases d'entretien le Titulaire mettra a minima en œuvre les dispositions suivantes :

- Gestion spécifique des zones à espèces invasives (matériel, période) ;
- Choix de l'engin ou de l'outil adapté pour limiter la propagation des espèces invasives ;
- Nettoyage des engins de gestion après passage sur des zones comprenant des espèces invasives.

2.11 LE BÂTI

Concernant le bâti, le Titulaire respectera l'ensemble des engagements de l'Etat relatifs aux démolitions et aux reconstructions de bâti. Des engagements complémentaires pourront être pris au cours de la phase de concertation avec les collectivités locales, les riverains et RFF.

2.12 L'AGRICULTURE ET LA SYLVICULTURE

Le Titulaire s'engage à limiter les effets d'emprise et les effets de coupure sur les espaces agricoles et sylvicoles.

Les réseaux de drainage et d'irrigation existants sont rétablis s'ils ne sont pas contraires aux mesures environnementales retenues pour la réalisation de l'infrastructure, en concertation avec les propriétaires et les exploitants et en respectant dans la mesure du possible les caractéristiques hydrauliques des ouvrages. Dans le cas contraire, leur non rétablissement donne lieu à une compensation financière de la part du Titulaire.

2.13 LES EFFETS INDIRECTS LIÉS À L'AMÉNAGEMENT FONCIER AGRICOLE

Le Titulaire transmet aux conseils généraux en charge de l'aménagement foncier les études environnementales dans le but d'assurer notamment une bonne continuité, au-delà de l'emprise de la Ligne, des corridors biologiques, et veille à la bonne coordination et cohérence entre les actions relevant de la Ligne et celles relevant de l'aménagement foncier.

2.14 LA CHASSE ET LA PÊCHE

Le Titulaire veillera à prendre en compte l'impact du projet sur la chasse et la pêche.

2.15 LE PATRIMOINE HISTORIQUE, LE TOURISME ET LES LOISIRS

Le Titulaire veillera à prendre en compte l'impact du projet sur le patrimoine historique, le tourisme et les loisirs. Il respectera l'ensemble des engagements de l'Etat relatifs à ces thématiques.

2.16 INSERTION URBAINE ET PAYSAGÈRE DE LA LIGNE

Au stade des études de détail, le Titulaire élabore un projet paysager sur la base du projet définitif, afin d'intégrer aussi bien les contraintes de terrassement que celles de remise en végétation, selon les différents thèmes évoqués. Ce projet porte une attention marquée aux composantes paysagères identifiées qui feront l'objet d'une étude affinée.

D'une façon générale, les études d'insertion paysagère sont réalisées en concertation avec les riverains et les collectivités territoriales. D'une façon particulière RFF et le Titulaire établissent dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du Contrat, sous la forme d'une charte architecturale, un processus d'association de RFF aux choix d'insertion urbaine, architecturale et paysagère de la ligne dans les conditions décrites ci-dessous.

Objectifs du processus :

Les Parties s'efforcent de mettre en œuvre un processus permettant d'associer RFF et les acteurs locaux concernés aux choix architecturaux et d'insertion paysagère retenus par le Titulaire avec une identification précise pour les ouvrages singuliers repérés comme sensibles. Ce processus doit être itératif et évoluer au fur et à mesure des études de conception et de réalisation de la Ligne du Titulaire.

Ce processus a pour objectif d'organiser l'expression d'un avis de RFF sur les choix architecturaux et d'insertion urbaine du Titulaire.

Dans une logique partenariale, ce processus doit d'un côté faciliter les modalités de concertation du Titulaire par la mise en place d'une procédure claire et connue des principaux acteurs concernés et de l'autre côté, assurer à RFF, aux collectivités ou services de l'Etat, la correcte prise en compte par le Titulaire des aspects architecturaux et paysagers dans la conception de la Ligne.

Champ d'application du processus :

Le processus a vocation à s'appliquer à la fois à des ouvrages majeurs et/ou situés dans des sites spécifiques comme à des types d'ouvrages courants.

Les ouvrages (ou séquences d'ouvrages) majeurs et/ou situés dans des sites spécifiques sont les suivants :

- Traversée du Périmètre de l'EcoCité : cette section comprend le franchissement du Lez et de la Lironde par un ouvrage unique, les systèmes de protection phonique et l'ensemble des ouvrages techniques liées au CNM.;
- Franchissement du Vidourle (lit mineur, lit majeur) ;
- Franchissement du Vistre ;
- Franchissement de l'autoroute A54 ;
- Passage souterrain sous la voie ferroviaire Tarascon/Sète et sous le raccordement de la LGV méditerranée à Manduel-Redessan (zone de la future gare nouvelle) ;

- Les types d'ouvrages courants suivants :
 - Pont-route ;
 - Pont-rail classique ;
 - Pont-rail saut de mouton ;
 - Ouvrages hydraulique ;
 - Mur de soutènement (continuité de la ligne architectural générale) ;
- Les écrans antibruit sur ouvrage ou hors ouvrage (côté projet et riverain) y compris dans l'hypothèse où le Titulaire propose d'optimiser l'utilisation de mur anti bruit par la pose de panneau photovoltaïque;
- La sous-station électrique de Lattes.

Déclinaison du processus :

Le traitement architectural et d'insertion paysagère de la Ligne respectera les données d'entrées suivantes : le Contrat, les Engagement de l'Etat, les accords particuliers pris par RFF et transmis au Titulaire et s'inscrivant dans le cadre de la concertation locale menée par RFF, les éventuelles demandes formulées par RFF pendant le processus.

Le Titulaire veillera à établir la conception des ouvrages en réalisant préalablement la concertation des services de l'Etat, des élus, des services des collectivités territoriales, des riverains ou associations.

Le processus doit conduire à l'émission par RFF d'un avis sur le traitement architectural des ouvrages et de l'insertion paysagère de la Ligne dans un délai compatible avec le programme général du Titulaire. Cet avis n'a cependant pas pour objet ou pour effet de se substituer aux engagements du Titulaire de concertation des acteurs locaux concernés, en particulier des collectivités territoriales traversées.

Principes et conditions d'application du processus

Ce processus ne doit pas avoir pour objet ou pour effet de se substituer au travail de concertation du Titulaire. De surcroît, le Titulaire, en tant que maître d'ouvrage de la Ligne, est pleinement responsable des choix de conception de l'ouvrage. En conséquence, l'avis que pourrait émettre RFF lors de ce processus sera strictement limité aux choix architecturaux ou d'insertion urbaine ou paysagère. Cet avis ne peut en particulier se substituer aux éventuels avis émis par l'Organisme technique indépendant du Contrat. Enfin, l'avis émis par RFF ne serait se substituer aux démarches administratives éventuellement nécessaires à l'établissement de l'ouvrage ni être utilisé par le Titulaire dans le cadre d'éventuels contentieux.

3 MESURES DESTINÉES EN PHASE TRAVAUX À LIMITER L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET À FAVORISER L'INTÉGRATION DU PROJET DANS SON ENVIRONNEMENT

Le Titulaire spécifie ses exigences en matière de protection de l'environnement et définit ses orientations pour la rédaction de la notice environnement que les maîtres d'œuvre devront intégrer dans les contrats de chacune des entreprises titulaires d'un lot de travaux.

Ces prescriptions sont énoncées dans une notice qui précise :

- Les mesures générales en matière de management environnemental (plan d'action environnemental, schéma d'organisation, modalités de contrôle et de sanction des irrégularités.) ;
- Les mesures spécifiques en phase travaux. Sur chacun des champs où le chantier peut avoir un impact significatif, le document rappellera les principaux risques et précisera les mesures de protection décidées par le maître d'ouvrage concernant les travaux de dégagement des emprises, les installations de chantier, les terrassements et les pistes, les zones d'extraction et de dépôts, les accès ;

Les champs concernés sont : le paysage et le milieu naturel, les eaux et milieux aquatiques, la qualité de l'air, le bruit et les vibrations, l'agriculture, les déchets, les installations classées pour la protection de l'environnement et la protection contre l'incendie.

Cette notice est adressée à l'OTI et à RFF pour valoir référentiel.

Le Titulaire précise en outre sa politique et ses engagements en matière de :

- Optimisation de la performance énergétique du chantier et des émissions de gaz à effet de serre. Le Titulaire précise comment il traduit cet objectif dans l'organisation du chantier, notamment sur les postes les plus émissifs (consommation des engins, mode d'acheminement des matériaux, équilibre acier-béton de l'architecture des ouvrages d'art, traitement des terrassements à la chaux). ;
- Développement et emploi local, insertion sociale des personnes éloignées de l'emploi ;
- Sécurité et prévention des risques (formation et partenariat, accès au chantier et circulations, équipements individuels et collectifs, communication avec le public).

Le Titulaire assure un reporting régulier des mesures en phase travaux, qui sera consolidé dans la partie environnementale du bilan LOTI. Il comprend un compte rendu précis et, autant que possible, quantifié des mesures réalisées sur les champs visés dans la notice précitée de prise en compte de l'environnement. Le Titulaire respecte les méthodologies en vigueur pour la rédaction du compte-rendu susvisé.

Le compte-rendu comprend un bilan carbone de la construction, réalisé par un prestataire agréé selon la méthode validée par l'ADEME pour les infrastructures ferroviaires. Ce bilan fait état des mesures prises par le Titulaire en phase chantier pour optimiser sa performance carbone.

4 MESURES D'INSERTION SOCIALE D'ACCOMPAGNEMENT DU PROJET

RFF veut que le projet du contournement de Nîmes et de Montpellier en général et le Contrat en particulier puissent être un des modèles de grands projets favorisant l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi ou en difficultés.

En conséquence, le Titulaire s'engage à promouvoir et à mettre en oeuvre, tout au long de la durée du Contrat, des mesures d'insertion sociale d'accompagnement du projet.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Titulaire met en place une structure relais en partenariat avec les services publics sociaux concernés et les associations locales ou nationales intéressées. Le Titulaire est responsable de la mise en place, de l'animation et de la réussite de cette structure. Un ou plusieurs coordinateurs-emplois du Titulaire anime(nt) cette structure. Le Titulaire adapte cette structure aux possibles évolutions des services publics ou des acteurs concernés.

Cette structure a pour objet :

- De proposer des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion avec le concours des organismes spécialisés ;
- D'organiser des actions de formation professionnantes préalables à l'embauche ;
- De suivre l'application des mesures d'action d'insertion sociale et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi ;
- De conduire toutes les actions d'insertion sociale.

4.1 L'ACTION D'INSERTION SOCIALE EN PÉRIODE DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE

Le Titulaire s'engage à ce que 7% des heures travaillées pour la conception et la réalisation de la Ligne soient assurées par des personnes en difficultés et/ ou éloignées de l'emploi. A cette fin, le Titulaire travaille en concertation avec les services publics sociaux de l'emploi et les organismes de formation professionnelle.

Le Titulaire favorise aussi la mise en place de chantier ou mission dédiée à l'insertion sociale par le biais, sur le principe, d'une structure relais, d'une cellule d'insertion ou d'un partenariat avec plusieurs associations de réinsertion.

4.2 L'ACTION D'INSERTION SOCIALE EN PÉRIODE D'EXPLOITATION DE LA LIGNE

Le Titulaire s'engage à ce que 7% des heures travaillées par an pour l'entretien et la maintenance de la Ligne soient assurées par des personnes en difficultés et/ ou éloignées de l'emploi. A cette fin, le Titulaire et son mainteneur travaillent en concertation avec les services publics sociaux de l'emploi et les organismes de formation professionnelle.

Le Titulaire favorise aussi la mise en place de chantier ou mission dédiée à l'insertion sociale, par le biais, sur le principe, d'une structure relais, d'une cellule d'insertion ou d'un partenariat avec plusieurs associations de réinsertion.

RFF et le Titulaire peuvent se rencontrer pour adapter le rythme de ces heures travaillées sur la durée de fonctionnement de la Ligne.

5 MESURES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT DU PROJET

Le Titulaire s'engage à confier à des PME/PMI et artisans une partie de l'exécution du Contrat du projet à hauteur de:

- 20% en phase réalisation ;
- 5% en phase fonctionnement :

Selon les modalités de l'article 35 du Contrat.

En phase de réalisation, le Titulaire mettra en place une démarche spécifique afin de :

- Développer une approche partenariale avec les fournisseurs et les sous-traitants associés au projet, dans le cadre de réunions avec les différents prestataires,
- Intégrer les petites et moyennes entreprises, ainsi que des artisans dans l'exécution du projet (construction, entretien, maintenance et renouvellement),
- Maintenir un dialogue permanent avec leurs fournisseurs et sous-traitants,
- Déployer une relation pérenne avec leurs fournisseurs et sous-traitants en maintenant la transparence sur leurs engagements et en impliquant les parties prenantes dans leur mise en œuvre,
- Mettre en relation ces partenaires avec les filiales, agences, représentations locales des sociétés actionnaires du GIE Constructeur.

Le Titulaire prévoit pour l'ensemble du projet de demander à ses partenaires de s'inscrire dans cette démarche de progrès continu afin d'intégrer et d'appliquer les principes énoncés dans la « Charte du développement durable » approuvée et signée par le fournisseur ou le sous-traitant lors de l'établissement de son contrat, et joint à ce dernier.

Un processus de management des sous-traitants et fournisseurs exécutant une partie des travaux ou un service contractuellement lié à une entité spécifique du projet, sera défini et mis en place par le GIE Constructeur afin de sélectionner les sous-traitants et fournisseurs en fonction de leur volonté, de leur aptitude et de leur capacité à intégrer et mettre en place des principes développement durable et QSE.

Pour compléter cette démarche, le Titulaire mettra par exemple en place des supports d'information (réunions, livret...) destinés aux employés et à l'encadrement de leurs fournisseurs et sous-traitants afin de les former sur les principes majeurs de développement durable applicables au projet.

6 MOYENS ET ORGANISATION PROPOSES PAR LE TITULAIRE POUR RESPECTER SES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT

6.1 RESPONSABILITÉ

Depuis le lancement des études et jusqu'à la mise en service de l'infrastructure ferroviaire, le Titulaire s'engage à mettre en place au sein de la maîtrise d'ouvrage une équipe spécifique pour les thématiques environnementales. Composée d'experts sur les différents thèmes environnementaux, cette équipe pilote les études environnementales, assure les concertations avec les services de l'Etat et les collectivités locales et s'assure notamment de la bonne mise en œuvre des engagements contractuels. Cette équipe est distincte de l'OTI.

Le Titulaire met en place les moyens répondant aux objectifs de résultat assignés par le Contrat en matière environnemental. Le Titulaire renforce, en tant que de besoin, les moyens nécessaires à mettre en œuvre des mesures environnementales.

6.2 LA CONCERTATION

Compte tenu de la forte sensibilité environnementale des secteurs traversés par la Ligne et des enjeux qui s'y rattachent le Titulaire associe au fur et à mesure du déroulement des études et des travaux les services de l'Etat déconcentrés compétents (DREAL, Services police des eaux, MISE, ...) ainsi que l'OTI. Dans la forme des documents remis et leur transmission, le Titulaire veille à faciliter la tâche des services de l'Etat.

La transparence et la concertation locale autour du Projet, à tous les stades d'avancement, sont une règle de déontologie pour l'ensemble des composantes du Titulaire (travaux, entretien, maintenance...). La concertation locale est en effet un gage d'acceptabilité durable du projet, en permettant de partager les objectifs du projet et ses modalités d'insertion.

A cette fin, une cellule de concertation dédiée sera en charge de collecter et de traiter les données émanant des parties prenantes. Celles-ci seront ensuite étudiées et, dans la mesure du possible, intégrées à la Ligne.

Cette cellule sera constituée :

- De personnel appartenant à l'organisation du Titulaire (chargé de l'animation, chargé environnemental, spécialistes du tracé des différents secteurs, chargés de l'agriculture et de la sylviculture, spécialistes de l'acoustique et de l'environnement, d'intégration paysagère,.....) ;
- De prestataires spécialisés (chargés d'archéologie préventive, Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) et d'experts, notamment dans le domaine du foncier et de l'acoustique).

Cette concertation locale avec les élus et associations aura pour objectif de présenter le projet, d'en rappeler les principaux enjeux et d'écouter les interlocuteurs qui connaissent bien leur

territoire. Le Titulaire se veut être un partenaire attentif aux souhaits exprimés par ces acteurs locaux et intégrera leurs suggestions d'amélioration pour l'insertion de ce grand projet.

Cette capacité d'écoute se traduira par une réponse systématique à toutes propositions émanant des intervenants de cette concertation, réponse appuyée, le cas échéant, par une étude spécifique. Ainsi, dans tous les cas, un argumentaire sera fourni en réponse à chaque suggestion pour expliquer les raisons ayant conduit le Titulaire à accepter ou à refuser d'intégrer cette demande dans le projet. Cet argumentaire sera remis aux responsables locaux impliqués pour conserver une trace des décisions prises ensemble.

Le Titulaire mettra en place deux types de rendez-vous :

- Les réunions de travail ;
- Les réunions de concertation.

Les réunions de travail avec les collectivités territoriales ont pour objectif de traiter des points particuliers qui peuvent avoir un aspect technique, et qui nécessitent la présence de techniciens, et éventuellement d'élus (exemple : conditions de rétablissement des RD, des VC, ou reconstitution d'équipements,...).

Les réunions de concertation sont destinées à présenter l'avancement du projet, les choix qui sont effectués et les mesures qui sont mises en œuvre pour réduire l'impact du projet. Ces réunions sont également destinées à recueillir les demandes d'adaptation sur des points spécifiques et d'examiner leur faisabilité dans le cadre du respect de la réglementation et du coût du projet.

Elles sont effectuées à chaque étape du projet, que ce soit en phase d'Avant Projet Détaillé ou en phase travaux.

Enfin, le Titulaire s'engage à promouvoir la signature d'une charte de partenariat avec les élus des départements traversés afin de formaliser dans un texte :

- Le cadre des relations entre le Titulaire et les élus ;
- L'organisation de la transmission de l'information (visite de chantier, réunion de concertation,...) ;
- Les enjeux des territoires : respect de l'environnement et du cadre de vie.

6.3 ASSURANCE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire précise ses exigences vis-à-vis des entreprises attributaires des lots de travaux en matière de plan d'actions environnement (PAE) et de schéma d'organisation des PAE.

Le Titulaire indique notamment :

- Ses exigences en matière de personnel dédié à la protection de l'environnement, au sein de la maîtrise d'œuvre et des entreprises, et le rôle et les attributions des chargés d'environnement ;

- Les relations entre maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et entreprises et notamment les modalités du reporting environnemental et du régime de pénalités et retenues pour atteinte à l'environnement ou non respect du plan d'assurance environnement ;
- La mise en œuvre de l'exigence de formation pour tout personnel dont le travail peut avoir un impact environnemental significatif ;
- Le dispositif de contrôle interne, externe et extérieur permettant de traduire l'obligation de résultat à laquelle sont soumises les actions de protection de l'environnement.

Le document traduisant ces exigences est transmis à RFF pour valoir référentiel.

La présence à temps complet sur le chantier d'un responsable environnement par lot de travaux, formé et expérimenté en matière de terrassements, d'assainissement et d'ouvrages d'art, et indépendant de la production, constitue un minimum organisationnel pour assurer le respect des exigences environnementales.

6.4 OBSERVATOIRE DE L'ENVIRONNEMENT

Conformément au dossier des engagements de l'Etat, un observatoire de l'environnement sera mis en place préalablement au lancement des travaux et pour une période s'étendant au moins jusqu'à cinq (5) ans après la mise en service de la ligne afin d'alimenter le volet environnemental du bilan LOTI. Il associe a minima les services déconcentrés départementaux et régionaux en charge de l'environnement, le maître d'ouvrage, RFF, des experts et personnes qualifiées. Il a pour objet l'évaluation effective des impacts du projet sur l'environnement, le suivi de la mise en œuvre des mesures environnementales et de leur efficacité. Le financement de ses travaux est assuré par le Titulaire.

6.5 BILAN LOTI

En application de la loi d'orientation des transports intérieurs (LOTI) du 30 décembre 1982 modifiée (en particulier son article 14) et de son décret d'application, et conformément à l'Article 5.5 du Contrat, le Titulaire réalise le bilan socio-économique et environnemental du Projet.

Ce bilan consiste à :

- Organiser le contrôle du respect des obligations et engagements du maître d'ouvrage dans les différentes phases de la construction de l'infrastructure,
- Evaluer les effets réels de l'ouvrage après sa mise en service,
- Rendre publics les engagements du maître d'ouvrage en matière de prise en compte de l'environnement et les effets réels constatés.

Il convient de distinguer deux grandes phases qui feront chacune l'objet d'un rapport remis à RFF :

- Le bilan intermédiaire réalisé dans l'année qui suit la mise en service,
- Le bilan final entre trois (3) et cinq (5) ans à compter de la date de mise en exploitation commerciale de la ligne.

7 REPORTING ENVIRONNEMENTAL ET DEVELOPPEMENT DURABLE

En tant qu'établissement public de l'Etat, RFF est soumis à compter de 2010 à une obligation annuelle d'information sur les conséquences sociales et environnementales de son activité. Cette obligation s'étend, par transparence, à l'ensemble des intervenants auxquels Réseau Ferré de France délègue une partie de son activité, dont le Titulaire.

Le rapport d'activité annuel du Titulaire, dont le contenu est précisé à l'Annexe 15 du Contrat, comporte tous les éléments et justifications nécessaires sur ce point. Ces informations doivent pouvoir être auditées par RFF.

Le référentiel de reporting est précisé à l'issue des études et procédures et prend alors valeur contractuelle.
